



OBJET : Modification temporaire et partielle des conditions de stationnement dans diverses voies à Villemomble
[Nomenclature « Actes » : 6.1 Police municipale]

Le Maire de Villemomble,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-24, L 2213-1 et suivants, L 2214-3, L 2521-1 et L 2521-2,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 411-1 et suivants R 411-25, R 417-1 et suivants, R 417-9 et suivants,

VU l'arrêté en date du 25 mars 1985 instituant la mise en place d'un stationnement unilatéral alterné dans toutes les voies de la commune,

VU l'arrêté en date du 13 novembre 2017 instituant une zone à stationnement payant sur certaines voies de la commune,

VU l'arrêté n° 2006/14-ST en date du 6 février 2006 limitant à 72 heures consécutives la durée du stationnement ininterrompu d'un véhicule sur la voie publique,

CONSIDÉRANT que la campagne de nettoyage des ouvrages de récupération des eaux de pluie (avaloirs) sur la commune nécessite la modification temporaire et partielle des conditions de stationnement dans diverses voies à Villemomble,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Le stationnement des véhicules est interdit dans diverses voies à Villemomble, entre le 29 mai 2023 et le 13 juin 2023, de 8h00 à 17h00 et suivant l'avancement des travaux dans les voies citées ci-dessous :

- avenues Aimé, Blanche, de Chanzy, de Girardot, de la Bourdonnais, de la Station, des Roses, d'Osseville, du Capitaine Louys, du Général, du Petit Raincy, Lagache, Longpérier, Louise, Lucie, Marcelin Berthelot, Vauban,
- boulevards André, du Général de Gaulle,
- Grande Rue,
- place de la République,
- rues Armant Lecourt, Berthomié, Caroline, Circulaire Henri Jousseau, d'Alsace-Lorraine, de 1890, de la Montagne Savart, des Acacias, Laboulaye, Mercière, Pasteur, Pottier et Régley.

ARTICLE 2 : La vitesse est limitée à 30 km/h dans la zone des travaux.

ARTICLE 3 : La société CIG ne sera pas autorisée à intervenir dans la zone si des travaux sont en cours, et devra reporter son intervention.

ARTICLE 4 : La société CIG, chargée de l'exécution des travaux, sera responsable de la mise en place et de l'entretien de la signalisation conforme au Code de la Route et notamment des panneaux interdisant le stationnement jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 5 : Dans le respect de la réglementation et 72h00 avant le début des travaux par l'entreprise, la signalisation relative à l'interdiction de stationner sera mise en place sur un support stable et le présent arrêté affiché sur place. Cette mise en place devra être constatée par la Police Municipale (01.49.35.25.76).

ARTICLE 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux qui seront déférés devant les tribunaux compétents.





ARTICLE 7 : La mise en fourrière des véhicules en infraction pourra être prescrite, sans délai, par un officier de police judiciaire territorialement compétent ou le chef de service de la Police Municipale.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera notifié à la société CIG, 12 rue Berthelot – 95500 GONESSE.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois par courrier, 7 rue Catherine Puig - 93558 MONTREUIL Cedex ou sur l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Messieurs les Officiers du Corps de Sapeurs-Pompiers de Villefontaine,
- EPT Grand Paris Grand Est – Direction de l'Aménagement et de l'Eau.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, à :

- Monsieur le Commissaire de Police du Raincy/Villefontaine,
- Service Police Municipale.

Affichage : 25 mai 2023
Notification : 24 mai 2023
Rendu exécutoire le : 25 mai 2023

Fait à Villefontaine, le 22 mai 2023

Le Maire
Conseiller départemental de la Seine-Saint-Denis



Jean-Michel BLUTEAU

